

COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)

COMMISSION EUROPEENNE
(CE)

PROGRAMME REGIONAL
« AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE » Phase III
(DIAPER III)

MAURITANIE

RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION

DIAPER III / AN IV

Pierre Jean LEBLAN, Consultant CESD-Communautaire
Sékou HEBIE, ECA / DIAPER III

Janvier 1997

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Projet DIAPER III

Rapport de la mission
d'Evaluation du Devis-Programme III (96/97)
et de Programmation du Devis-Programme IV (97/98)

(du 12 au 19 Janvier 1997)

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'Evaluation du Devis-Programme III et de Programmation du Devis-Programme IV a été effectuée du 12 au 19/01/1997 par Messieurs P.J. LEBLAN, consultant du CESD-Communautaire, et S. HEBIE, membre de l'Equipe Centrale d'Animation.

TABLE DES MATIERES

<u>Principales conclusions et recommandations</u>	4
I. Evaluation	11
<i>1.1 Aspects institutionnels</i>	11
1.1.1. Animation locale	11
1.1.2. Composante Nationale	12
<i>1.2. Activités</i>	13
1.2.1. Les enquêtes	13
a) L'enquête agricole annuelle	13
b) Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)	24
1.2.2. L'Animation locale	26
<i>1.3. Gestion du Devis-programme 1996/1997</i>	27
<i>1.4. Mise en oeuvre des conditionalités</i>	31
1.4.1. Le comité de sécurité alimentaire	31
1.4.2. Prise en charge des opérations de collecte par l'Etat	31
<i>1.5. Bonus / malus</i>	31
<i>1.6. Fiche d'inventaire des équipements acquis au titre de DIAPER III</i>	33
II. Programme d'activités 1997/1998 (Devis-Programme IV)	34
<i>2.1. Les enquêtes</i>	35
<i>2.2. L'Animation locale</i>	37
<i>2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte</i>	37
<i>2.4. Budgets prévisionnels</i>	38
<u>Annexes</u>	
Annexe 1 : Budgets prévisionnels 1997/1998	40
Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées	44

Principales conclusions et recommandations

1. Aspects institutionnels

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est la pièce maîtresse du dispositif mis en place pour prévenir et gérer les problèmes de sécurité alimentaire. Il assure le secrétariat du Comité de Programmation Alimentaire (CPA) (qui joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire) et anime le « Groupe technique consultatif du CPA ».

Une composante nationale, animée par l'Animateur national du dispositif DIAPER, est normalement chargée de coordonner les travaux statistiques nécessaires au suivi de la situation alimentaire et à l'élaboration des bilans céréaliers.

Le Groupe technique consultatif du CPA regroupe les Structures de la composante nationale et les représentants des bailleurs de fonds.

Un nouveau responsable a été nommé à la tête du Service des Statistiques et Prévisions (SSP) de la Direction du Développement des Ressources Agro-pastorales (DRAP).

1.1. L'Animation locale

L'animation locale est logée auprès du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement.

L'animateur local assure le secrétariat de la composante nationale et participe aux activités du Groupe technique consultatif du Comité de Programmation Alimentaire.

1.2. La composante nationale

Celle-ci existe et se compose de représentants :

- de l'Office National des Statistiques (Président)
- du Service des Statistiques et des Prévisions de la DRAP (MDRE)
- du Commissariat à la Sécurité Alimentaire
- de la SONADER
- de la Cellule Planification du MDRE

Elle s'est réuni en Mai et en Décembre à l'initiative de l'Animateur local.

La mission recommande à l'Animateur local de dynamiser davantage la composante nationale sur un programme précis d'opérations à mener pour assurer une plus grande coordination des activités des structures.

2. Les enquêtes

2.1. L'enquête agricole annuelle

L'enquête agricole annuelle a pour but essentiel de faire:

- les prévisions de récoltes à la mi-campagne
- l'évaluation de la production agricole nationale définitive pour les principales cultures

Elle porte sur les cultures pluviales (Diéri et Bas fond), les cultures irriguées du secteur privé et les cultures de décrue (Walo).

C'est une enquête par sondage aléatoire à deux degrés, les unités primaires étant les villages (selon la définition du recensement démographique de 1988) et les unités secondaires les ménages agricoles (assimilés aux exploitations agricoles).

Pour l'enquête 1996/97, ce sont 257 villages et 2520 exploitations qui ont été suivies

Ressources humaines

Cette année, les enquêteurs ont été pris en compte par le budget de fonctionnement de l'Etat comme contractuels au titre du MDRE pour un montant de 7 millions d'UM. Ceci est une excellente décision qui, on peut l'espérer, règle définitivement le problème de leur rémunération. On peut donc désormais espérer un déroulement normal des enquêtes futures.

Les enquêteurs ont en moyenne 105 exploitations à enquêter. Les contrôleurs ont normalement à vérifier en moyenne les questionnaires de 252 exploitations. C'est trop. Il est d'ailleurs impossible à ce personnel d'assurer la récolte de tous les carrés de rendement mis en place, opération qui doit se faire dans un délai très court.

Contrairement aux recommandations de l'expert de la FAO qui souhaitait (avec raison si l'on s'en tient au plan purement théorique), maintenir la pose d'un carré de rendement sur chaque parcelle des exploitations de l'échantillon la mission serait favorable à une diminution du nombre de carrés observés pour l'ajuster aux possibilités réelles du dispositif d'enquête (renforcé par des enquêteurs-observateurs à certaines périodes cruciales).

Contrôle et suivi des opérations

La mission a constaté une insuffisance dans le suivi des opérations en cours, voire dans la maîtrise du dispositif de terrain.

La mission recommande qu'un gros effort soit fait pour mettre en place, dès l'enquête 1997/1998, des fiches de liaison à remplir régulièrement et systématiquement par les contrôleurs et à faire parvenir tout aussi régulièrement au service central (par des moyens à définir, radio, porteurs,) qui permettent à celui-ci de suivre quinzaine après quinzaine le déroulement de l'enquête sans attendre les missions de supervision.

Amélioration du plan de sondage

La base de sondage est ancienne et ce sont le même exploitations qui sont enquêtées depuis 1988. A défaut de pouvoir retirer un échantillon de villages à partir d'une nouvelle base de sondage qui n'existe pas, il avait été recommandé d'effectuer un dénombrement des villages de l'échantillon et de retirer un échantillon d'exploitations.

Pour l'enquête 1996/97 la Division des Statistiques Agricoles et Animales n'a pas pu effectuer, ce dénombrement des ménages agricoles des villages de l'échantillon.

La mission recommande que l'opération de dénombrement des exploitations dans les villages de l'échantillon se déroule comme prévu en 1997 et que soit tiré un nouvel échantillon d'exploitations agricoles. Des moyens financiers ont été inscrits pour ce travail dans le devis-programme de 1997/98.

Amélioration des documents d'enquête et des traitements informatiques

Les questionnaires ont été revus pour l'enquête 1995/1996. Il y a désormais 9 questionnaires.

Des manuels d'enquêteurs, de saisie et de traitement informatique ont été élaborés dans le cadre de l'assistance du projet « Informations rurales » de la FAO.

Il n'y a pas de manuel du contrôleur.

La mission recommande de faire un manuel du contrôleur.

La chaîne de traitement a été revue entièrement avec l'appui des experts du projet « informations rurales » de la FAO. Les programmes ont été écrits en DBASE IV.

La mission recommande d'accélérer les procédures de traitement des questionnaires afin de pouvoir éventuellement faire de nouvelles prévisions de récoltes dès que les données définitives concernant les cultures en diéri sont disponibles.

Publication des résultats

Le rapport sur les résultats prévisionnels de la campagne 1996/97 a été préparé en temps voulu mais il n'est pas publié car les résultats ont été contestés. Une mission interministérielle doit présenter de nouvelles prévisions.

Le rapport sur les résultats définitifs de la campagne 1996/97 est prévu pour Avril ou Mai 1997.

La mission recommande d'attendre les résultats définitifs de l'enquête agricole annuelle pour analyser sérieusement la (ou les) cause(s) des écarts constatés entre les résultats prévisionnels établis à partir des données de l'enquête et ceux annoncés par la mission interministérielle.

La centrale d'information est prête à fournir les données rétrospectives pour la période 1986-1995. Comme il y a en préparation un annuaire rétrospectif des données sur la pluviométrie, il est donc possible de produire un Annuaire rétrospectif complet de statistiques agricoles.

La mission recommande de mener à bien ce travail d'ici fin 1997

2.2. Le système d'information sur les marchés céréaliers

Le système d'information sur les marchés céréaliers fonctionne déjà au CSA. Il lui manque seulement quelques moyens pour redynamiser ses activités. Le Service des Statistiques et Prévisions de la DRAP souhaitait lancer une opération similaire sur les marchés ruraux.

Il a semblé à la mission qu'il était plus judicieux d'apporter un soutien pour relancer une opération existante mais en difficulté que de proposer un financement pour une nouvelle opération à réaliser par un service qui a déjà beaucoup de difficultés pour mener à bien ses travaux habituels.

Il est par ailleurs souhaitable que le Système d'information sur les marchés céréaliers soit géré par une seule Structure capable d'en analyser toutes les données, qu'il s'agisse des prix au producteur ou au consommateur.

Dernier argument non négligeable, le CSA, sur ses propres fonds, se dit capable d'apporter la contrepartie de 67% des frais de collecte.

La mission suggère donc que DIAPER apporte un soutien financier (primes, micro-ordinateur, moyens de diffusion) au CSA pour lui permettre de relancer efficacement son dispositif.

3. Les activités de l'Animation locale

Il semble que l'Animateur local ait pris au sérieux les critiques que les missions d'évaluation avaient formulées à son égard les années précédentes. A notre arrivée, nous avons pu disposer de plus de documents de travail que par le passé mais l'on devrait pouvoir compter sur une préparation encore plus efficace des documents nécessaires à une mission d'évaluation.

En 1996, l'animateur local a mieux joué son rôle de coordonnateur entre les différentes structures de la Composante Nationale.

Son appui technique à la DSAA reste assez limité. Il est vrai que la DSAA a bénéficié tout au long de l'année de l'appui technique des experts de la FAO.

4. La gestion du Devis-Programme 1996/1997

4.1. Mise en place des fonds FED et des 40,4 % de contrepartie nationale du D.P. 96/97

Deux millions d'UM ont été disponibles sur le budget d'investissement de l'Etat. Ils ont été intégralement utilisés. Ces 2 millions représentent 38,5 % des frais de collecte du devis-programme 1996/97.

Les fonds de l'Etat et de DIAPER n'ont été mis en place qu'en Août, ce qui a retardé le démarrage de l'enquête.

4.2. Niveau d'exécution du Budget au 15/01/1997

Au 1^{er} Janvier, le niveau d'exécution du budget est globalement de 35,3 % soit:

- 29,0 % pour l'enquête agricole
- 50,1 % pour l'Animation locale

5. Mise en oeuvre des conditionalités

5.1. Le Comité de Sécurité Alimentaire

Le Comité de Programmation Alimentaire, qui existe depuis 1989, joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire. C'est un comité interministériel présidé par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement dont le secrétariat est assuré par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Il se réunit une fois l'an en fin de campagne pour mettre en oeuvre la politique alimentaire du gouvernement. Il vient de se réunir en début janvier.

Un « Groupe technique consultatif du Comité de programmation alimentaire » se réunit deux fois l'an, en Octobre et en Juin, pour analyser les informations disponibles concernant la situation alimentaire et faire les bilans céréaliers prévisionnels et ex-post qui doivent être présentés au Comité de Programmation Alimentaire.

5.2. La prise en charge des opérations de collecte par l'Etat en 1997/1998

Le budget d'investissement a inscrit 2 millions d'UM pour 1997 (ce qui est égal à la dotation budgétaire de 1996). Il aurait dû inscrire au moins 4 Millions d'UM ne serait-ce que pour tenir compte du fait que la contrepartie de l'Etat passe de 40% en 1996 à 67% en 1997.

Il ressort du devis-programme prévisionnel que la contrepartie de 67 % des frais de collecte de la seule enquête agricole sera de 4,2 millions d'UM. Un montant complémentaire de 2.221.319 UM reste donc à trouver. Le Ministère estime pouvoir obtenir cette somme une fois le devis approuvé par le Comité directeur du Projet.

Pour le SIM céréale, le CSA a donné l'assurance que la contrepartie de 3.187.160 UM (67% de 4,8 millions d'UM) pourra être trouvée sur son budget.

6. Le Devis-Programme 1997/1998

6.1. Les activités programmées

Pour la campagne 1997/98 le dispositif ne changera pas. DIAPER apportera en priorité son appui à l'enquête agricole et au système d'information sur les marchés céréaliers (SIM). Compte tenu de l'expérience du CSA en la matière et des moyens de fonctionnement dont il dispose déjà, il est proposé d'appuyer le SIM à travers cette Institution. Celle-ci prendrait alors en compte les préoccupations du Service des Statistiques agricoles en matière de prix aux producteurs.

La prise en compte des recommandations faites ci-avant devrait permettre d'améliorer la fiabilité des résultats de ces deux enquêtes.

6.2. La prise en charge des opérations de collecte par l'Etat en 1997/1998

Le budget d'investissement de l'Etat a inscrit 2 millions d'UM pour 1997. Ce montant correspond à peu près à la moitié de ce que l'Etat devra financer au titre de la contrepartie des frais de collecte de l'enquête agricole (4,2 millions d'UM).

La Délégation Européenne a écrit le 17 décembre 1996 au Ministère du Développement rural et de l'Environnement pour lui signaler que cette contrepartie de l'Etat serait insuffisante et qu'il y aurait des mesures à prendre pour trouver un complément à cette dotation.

Apparemment le MDRE attend que le Devis-programme soit arrêté par DIAPER pour relancer les Autorités financières et obtenir un complément de dotation.

La contrepartie des frais de collecte de l'enquête sur les marchés devrait être prise en charge par le CSA sur son propre budget.

6.3. Les Budgets prévisionnels 1997/1998

Le budget prévisionnel global pour les enquêtes et le fonctionnement de l'Animation locale, la diffusion et la gestion de la centrale d'information se monte à 16.659.858 UM soit 92.253 ECU. (1 ECU = 180,588 UM au 30/11/96).

Il est réparti conformément au tableau ci-dessous. Les budgets détaillés sont joints au présent rapport.

Devis programme 1997-1998

En UM

	Opérations de Collecte	Equipement	Fonctionnement	Total
ENQUETE AGRICOLE	6 300 476			6 300 476
SIM CEREALES	4 756 955	750 000		5 506 955
ANIMATION LOCALE			4 852 427	4 852 427
TOTAL	11 057 431	750 000	4 852 427	16 659 858

Devis programme 1997-1998

En ECU

	Opérations de Collecte	Equipement	Fonctionnement	Total
ENQUETE AGRICOLE	34 889			34 889
SIM CEREALES	26 341	4 153		30 494
ANIMATION LOCALE			26 870	26 870
TOTAL	61 230	4 153	26 870	92 253

1 ECU = 180,588 UM au 30/11/96

I - Evaluation

1.1. Aspects institutionnels

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est la pièce maîtresse du dispositif mis en place pour prévenir et gérer les problèmes de sécurité alimentaire. Il assure le secrétariat du Comité de Programmation Alimentaire (CPA) (qui joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire) et anime le « Groupe technique consultatif du CPA ».

Une composante nationale, animée par l'Animateur national du dispositif DIAPER, est normalement chargée de coordonner les travaux statistiques nécessaires au suivi de la situation alimentaire et à l'élaboration des bilans céréaliers.

Le Groupe technique consultatif du CPA regroupe les Structures de la composante nationale et les représentants des bailleurs de fonds.

Un nouveau responsable a été nommé à la tête du Service des Statistiques et Prévisions (SSP) de la Direction du Développement des Ressources Agro-pastorales (DRAP).

1.1.1. **Animation locale**

L'Animateur local est toujours dans des locaux du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement..

a) **Niveau d'intégration de l'animation locale dans la structure d'accueil et dans la composante nationale**

L'animateur local assure le secrétariat de la composante nationale et participe aux activités du Groupe technique consultatif du Comité de Programmation Alimentaire..

b) **Personnel d'appui**

Outre l'Animateur local, Ingénieur des Travaux Statistiques, le personnel comprend une Secrétaire-comptable.

c) **Moyens de travail**

L'animation locale dispose d'un micro-ordinateur, d'une imprimante et d'un photocopieur assez anciens.

L'Animateur local n'a pas de voiture et doit dépendre du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement pour ses déplacements à l'intérieur du pays. Il est fortement handicapé pour ses déplacements à Nouakchott.

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Type	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1 FAX	bon		
1 photocopieur	en réparation		
Couverture des besoins			

1.1.2. Composante nationale

a) Textes de création / ou cadre informel

La composante nationale existe de façon informelle depuis DIAPER II.

b) Structures participantes

Elle se compose des représentants :

- de l'Office National des Statistiques (Président)
- du Service des Statistiques et Prévisions de la DRAP du MDRE
- du Commissariat à la Sécurité Alimentaire
- de la SONADER
- de la Cellule de Planification du MDRE

c) Mode de fonctionnement

Elle s'est réuni en Mai et en Décembre à l'initiative de l'Animateur local.

d) Capacité de coordination à la production des informations statistiques

Il semble qu'il y ait quelques difficultés à mobiliser les structures pour des réunions qui concernent la coordination des informations statistiques alors que ces mêmes structures se retrouvent au sein du « Groupe technique consultatif du Comité de Programmation Alimentaire » pour faire les bilans alimentaires.

Elles ne comprennent sans doute pas suffisamment l'importance de la coordination dans la recherche de l'information.

La mission recommande à l'Animateur local de dynamiser davantage la composante nationale sur un programme précis d'opérations à mener pour assurer une plus grande coordination des activités des structures .

e) Appréciation des appuis tant matériels que techniques/formation existants provenant d'autres bailleurs

Le projet PNUD/FAO « d'information rurale » apporte un appui technique (mise à disposition d'experts) et a fourni des équipements au dispositif, notamment à l'enquête agricole (micro-ordinateurs et motocyclettes). Il soutient également les publications et les diffusions.

1.2. Activités

Au cours de la campagne 1996/1997, DIAPER n'a apporté son appui qu'à l'enquête agricole annuelle.

1.2.1. Les enquêtes

a) L'enquête agricole annuelle

L'enquête agricole annuelle a pour but essentiel de faire:

- les prévisions de récoltes à la mi-campagne
- l'évaluation de la production agricole nationale définitive pour les principales cultures

Elle porte sur les cultures pluviales (Diéri et Bas fond), les cultures irriguées du secteur privé et les cultures de décrue (Walo). Les grands pérимètres irrigués sont par contre exclus car suivis par la SONADER.

Enquête agricole permanente - Campagne 1996/1997			
Maître d'œuvre	Direction du Développement Rural et de l'Environnement Service des Statistiques et Prévisions (SSP) Division des Statistiques Agricoles et Animales		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
	DIAPER Projet PNUD/FAO « informations rurales »	Assistance technique Equipements	
Partenaires nationaux			

1) Ressources humaines

L'enquête bénéficie depuis 1994, conjointement avec d'autres opérations, de l'appui de trois Experts nationaux, un ingénieur agro-économiste (chef du projet), un Statisticien et un Informaticien dans le cadre du Projet PNUD/FAO « informations rurales ». Il est possible mais non certain que ce projet, dont la première phase s'achève en Avril 1997, soit prolongé.

Les ressources humaines de la Division des Statistiques Agricoles et Animales (DSAA) sont les suivantes au moment de la mission :

* Au niveau central:

- 1 statisticien, le chef de division (ITS)
- 1 chef du bureau des statistiques agricoles, responsable du suivi de l'enquête
- 1 chef du bureau des statistiques animales
- 1 chef du bureau informatique
- 3 agents de saisie

* Au niveau du terrain:

- 10 contrôleurs (1 par région + Nouakchott) (certains sont aussi enquêteurs)
- 24 agents enquêteurs.

Ces agents de terrain dépendent administrativement des Délégations Régionales du MDRE. Il y a dans chaque région un bureau régional du Service des Statistiques et Prévisions

Cette année, ces enquêteurs ont été pris en compte par le budget de fonctionnement de l'Etat comme contractuels au titre du MDRE pour un montant de 7 millions d'UM. Ceci est une excellente décision qui, on peut l'espérer, règle définitivement le problème de leur rémunération. On peut donc désormais espérer un déroulement normal des enquêtes futures.

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps Contractuels	24	24	Etat
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs Grade:	10 (Chefs de bureaux régionaux du Service des Statistiques et Prévi- sions)	10	Etat
Superviseurs régionaux			
Superviseurs nationaux	4	4	Etat
Agents de dépouillement/saisie	3	3	Etat
Informaticiens	1	1	
Analystes			
Agent centrale information	1	1	

Les enquêteurs ont en moyenne 105 exploitations à enquêter. Les contrôleurs ont normalement à vérifier en moyenne les questionnaires de 252 exploitations. C'est trop. Il est d'ailleurs impossible à ce personnel d'assurer la récolte de tous les carrés de rendement mis en place, opération qui doit se faire dans un délai très court.

Pour faire cette phase de l'enquête, la DSAA souhaiterait pouvoir faire appel pendant 4 mois chaque année à des « Enquêteurs-observateurs » qui percevraient uniquement des primes.

C'est une possibilité qui a été retenue dans le devis-programme de 1997/98 mais risque de s'avérer encore insuffisante.

Contrairement aux recommandations de l'expert de la FAO qui souhaitait (avec raison si l'on s'en tient au plan purement théorique), maintenir la pose d'un carré de rendement sur chaque parcelle des exploitations de l'échantillon la mission serait favorable à une diminution du nombre de carrés observés pour l'ajuster aux possibilités réelles du dispositif d'enquête (renforcé par des enquêteurs-observateurs à certaines périodes cruciales).

2) Organisation de la collecte

Déroulement de l'enquête

Dans une région, le chef du bureau de statistiques agricoles et l'ensemble de ses enquêteurs se déplacent de village échantillon en village échantillon, le chef de bureau se chargeant d'introduire l'équipe auprès du village et de contrôler les fiches remplies.

Ces déplacements se font par véhicule appartenant à la Délégation Régionale de l'Agriculture dont dépend le chef de bureau. Ils dépendent donc du bon vouloir des Délégués et la DSAA ne maîtrise pas vraiment le déroulement de l'enquête sur le terrain.

Pour la campagne 1996/97, l'enquête s'est déroulée selon le calendrier suivant:

- Septembre	recyclage des enquêteurs et des contrôleurs
- Septembre	début des opérations pour les cultures en Diéri
- fin Octobre	début des opérations pour les cultures en Bas-fond
- fin Novembre	début des opérations pour les cultures en Walo

Le recyclage des agents de terrain et l'enquête Diéri ont commencé plus tard que prévu par suite du retard dans la mise en place des fonds par l'Etat et donc par DIAPER (1^{er} Août 1996). Il nous a été affirmé que ce retard au démarrage n'avait pas eu de grave conséquence sur le déroulement de l'enquête.

En ce début Janvier, l'enquête est terminée sur le terrain pour les cultures en diéri. Elle n'est pas encore terminée pour les cultures en Bas-fond et en Walo.

Deux missions de supervision doivent encore avoir lieu à l'occasion desquelles les derniers questionnaires devraient être ramassés.

Contrôle

Le contrôle est effectué par les chefs des bureaux statistiques régionaux.

La supervision est le fait de cadres du service des statistiques agricoles et consiste en des missions au cours desquelles ceux-ci font le suivi des activités et apportent les ressources nécessaires aux opérations de collecte.

Il y a un problème d'organisation et de suivi des opérations de terrain car la Division des statistiques agricoles, qui est maître d'oeuvre de l'enquête, n'a pas d'autres informations que celles obtenues lors des missions de supervision. Entre deux passages de ces missions, elle ne sait rien de ce que font les enquêteurs ni des difficultés qu'ils rencontrent.

Au moment du passage de la mission il nous a été impossible de savoir :

- combien de villages et combien d'exploitations avaient été réellement enquêtées
- combien de questionnaires étaient réalisés et en possession des contrôleurs
- combien de questionnaires étaient rentrés au service central
- combien de questionnaires étaient saisis.

Nous n'avons pu avoir que quelques informations sur le premier passage sur le terrain concernant les cultures en Diéri (opération terminée). Il nous a été dit que 725 questionnaires de 78 villages étaient rentrés à Nouakchott (sur 915 exploitations de 104 villages prévus) ce qui fait un taux de couverture de 79%. Nous n'avons pu avoir aucune information sur le déroulement des autres opérations en cours.

La mission recommande qu'un gros effort soit fait pour mettre en place, dès l'enquête 1997/1998, des fiches de liaison à remplir régulièrement et systématiquement par les contrôleurs et à faire parvenir tout aussi régulièrement au service central (par des moyens à définir, radio, porteurs,) qui permettent à celui-ci de suivre quinzaine après quinzaine le déroulement de l'enquête sans attendre les missions de supervision.

3) Technique d'enquête

Le plan de sondage

C'est une enquête par sondage aléatoire à deux degrés, les unités primaires étant les villages (selon la définition du recensement démographique de 1988) et les unités secondaires les ménages agricoles (assimilés aux exploitations agricoles).

Elle vise à obtenir des résultats significatifs au niveau des départements.

Les unités primaires et les unités secondaires ont été tirées avec des probabilités égales et sans remise.

Dans chaque département, l'univers des villages, issu du recensement démographique de 1988, a été stratifié en 3 ensembles suivant la taille des villages (en population). Dans chaque strate on a tiré un certain nombre de villages et d'exploitations comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Constitution de l'échantillon au niveau départemental (7 villages et 65 exploitations):

Strates	Nombre de villages tirés par strate	Nombre d'exploitations tirées par village	Nombre d'exploitations total du département
1° Strate (villages de 1 à 300 habitants)	2	5	10
2° Strate (villages de 301 à 2000 habitants)	4	10	40
3° Strate (villages de plus de 2000 habitants)	1	15	15
Total des exploitations de l'échantillon départemental	7		65

Depuis 1989, les villages et les exploitations enquêtés sont rigoureusement les mêmes à l'exception des renouvellements qui ont du être opérés à la suite de disparitions des unités initialement choisies. Pour l'enquête 1996/97, ce sont 257 villages et 2520 exploitations qui ont été suivies

Méthodologie et type de tirage	Nom	Nombre prévu	Nombre après appu- rement
Niveau de signification	Willaya		
Unités du 1° degré	villages	257	
Unités du 2° degré	ménages agricoles	2520	
Carrés de rendement			
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traite- ment	Calcul de précision
Superficies	objectives	informatique	non
Rendements prévisionnels	interview sur un sous-échantillon		
Rendements définitifs	objectives	informatique	non
Production définitive	objectives	informatique	
Stocks paysans	non		
Utilisation Intrants/matériel	non		
Cheptels	interview		

L'échantillon des villages vieillit donc - dans 7 régions, l'échantillon des villages a été tiré il y a plus de 6 ans, dans la région de Tagant c'est le même échantillon depuis 1990, seule la région de l'Adrar dispose d'un échantillon récent (1995).

Il faudra bien penser à le réactualiser à défaut de pouvoir disposer d'une nouvelle base de sondage. (Contrairement à une idée couramment admise, il faut rappeler qu'un recensement de l'agriculture ne fournit pas une nouvelle base de sondage étant lui même une enquête par sondage. Il permet cependant d'améliorer les critères de stratification).

L'échantillon des exploitations vieillit également. Il avait été recommandé de faire désormais tous les trois ans le dénombrement des ménages agricoles des villages de l'échantillon afin de renouveler périodiquement l'échantillon des exploitations agricoles.

Pour l'enquête 1996/97 la Division des Statistiques Agricoles et Animales n'a pas pu effectuer, comme cela était prévu, ce dénombrement. Il est prévu de le réaliser en 1997 pour l'enquête 1997/98.

La mission recommande que l'opération de dénombrement des exploitations dans les villages de l'échantillon se déroule comme prévu en 1997 et que soit tiré un nouvel échantillon d'exploitations agricoles. Des moyens financiers ont été inscrits pour ce travail dans le devis-programme de 1997/98.

Les questionnaires

Les questionnaires ont été revus pour l'enquête 1995/1996. Il y a désormais 9 questionnaires :

- Questionnaire 1 : Caractéristiques des parcelles (QP)
- Questionnaire 2 : Prévisions des récoltes / Opinions des paysans (QO)
- Questionnaire 3 : Prévisions des récoltes / Comptage des épis (QE)
- Questionnaire 4 : Rendement des cultures (QR)
- Questionnaire 5 : Observations des dégâts sur les cultures (QD)
- Questionnaire 6 : Dénombrement du cheptel sédentaire (QCS)
- Questionnaire 7 : Dénombrement des ménages du village (QV)
- Questionnaire 8 : Caractéristiques démographiques de l'exploitation (QCD)
- Questionnaire 9 : Les 3 fiches de prélèvements (QR/pr1, QR/pr2, QR/pr3)

La révision des questionnaires était vivement souhaitée. Elle va dans le sens d'une amélioration de leur présentation et de leur simplification. Il a été en outre décidé de ne plus faire les questionnaires 6 et 8 (qui recueillent des données de structure) les années où l'on procède au renouvellement de l'échantillon des exploitations.

Le questionnaire QO, pour avoir l'opinion des paysans sur les rendements prévisionnels de Sorgho, Mil et Maïs, devrait être rempli pour 40 exploitations par département, par culture et par typologie de culture. Le choix des exploitations de ce sous-échantillon serait à faire par les chefs de bureaux régionaux de la DSAA.

Il semble que la DSAA continue de faire remplir ce questionnaire par toutes les exploitations agricoles de l'échantillon, chaque fois que cela est possible.

Taux de couverture

Pour les prévisions de récoltes faites en fin Octobre, seuls pouvaient être disponibles les questionnaires superficies concernant les cultures en Diéri. Sur les 915 exploitations enquêtées appartenant à 104 villages, 725 questionnaires de 78 villages étaient rentrés. On avait donc à cette date un taux de couverture de 79% pour les exploitations et de 78% pour les villages.

Il nous a été impossible (voir plus haut) de connaître l'état d'avancement des travaux pour les opérations en cours. Aucune disposition ne semble prise qui permettrait à la Division de faire le point régulièrement à partir de comptes-rendus des contrôleurs. La Division semble attendre les missions de supervision pour savoir ce qui se passe sur le terrain.

Méthodes de mesures et d'estimation

La mesure des superficies

La ~~superficie~~ de chaque parcelle de l'exploitation échantillon est mesurée de façon objective et classique.

Pour les cultures associées, on ne retient que les 3 cultures les plus importantes présentes sur la parcelle. La superficie occupée par chacune d'elle est déterminée au moyen d'un carré de densité. La superficie d'une culture donnée est le produit de la superficie totale de la parcelle par le rapport de la densité moyenne de la culture en association à sa densité moyenne en culture pure dans le village.

La mesure des rendements

Il est posé un carré de rendement sur chaque parcelle. La dimension de ces carrés de rendement est de 25 m² (5X5m) pour le mil, le sorgho et le maïs. Pour le riz, il a été adopté le principe des parcelles échantillon au niveau de chaque périmètre.

Nous avons déjà souligné le fait que les enquêteurs ne peuvent pas mesurer les rendements de tous les carrés placés dans les parcelles. (Trop de carrés en très peu de temps).

Il faudrait sans doute diminuer le nombre de carrés à relever et employer en renfort, comme le ~~voudrait la~~ Division des enquêteurs occasionnels.

L'estimation des prévisions de récoltes

Les prévisions de récoltes sont demandées à la fin Octobre pour le passage de la mission CILSS/FAO.

Le calendrier des récoltes en Mauritanie (voir rapport de la mission d'évaluation de Janvier 1995) ~~est assez~~ particulier et l'enquête agricole annuelle ne peut fournir à fin Octobre que des données sur les superficies des cultures en Diéri. En octobre 1996, les données n'ont été disponibles que pour 79% des exploitations ayant pratiqué ce type de culture.

Par l'enquête on devrait pouvoir également connaître les opinions des paysans sur les rendements espérés, toujours pour ce même type de culture. En Octobre 1996 le questionnaire « opinion sur les rendements prévisionnels » ne semble pas avoir été exploité.

Les prévisions de récoltes ont donc été évaluées à partir des superficies fournies par l'enquête pour les cultures en Diéri, d'estimations sur les rendements faites au vu des rendements moyens des années précédentes et d'informations incomplètes sur les conditions agro-climatiques et hydrauliques (il manquait les informations sur le niveau de remplissage des barrages et sur le niveau du fleuve Sénégal).

Ces prévisions de récoltes 96/97 ont été acceptées par la mission CILSS/FAO en Octobre 1996.

De son côté, un Comité inter-ministériel chargé de l'évaluation de la campagne agro-sylvo-pastorale 96/97 a décidé l'envoi d'une mission pluri-disciplinaire comprenant également des représentants des donateurs et du PAM dans toutes les Wilayas du pays.

A partir du rapport de cette mission, le Groupe technique consultatif auprès du Comité de Programmation Alimentaire a présenté au Commissariat à la Sécurité Alimentaire, qui les a acceptées, de nouvelles prévisions de récoltes et un nouveau bilan céréalier prévisionnel pour 96/97.

Les différences sont importantes. Il a été retenu comme production brute 130 465 tonnes de céréales alors que les prévisions d'Octobre faisaient état d'une production brute de 207 704 tonnes.

On comprend que l'Animateur local ne puisse publier les résultats prévisionnels de la campagne agricole 1996/1997 établis par la DRAP selon la méthode habituelle (basée sur des mesures objectives concernant la campagne en cours et les campagnes précédentes).

Les résultats définitifs de l'enquête devraient clarifier la situation puisqu'ils sont obtenus uniquement à l'aide de mesures objectives (superficies et rendements).

Il est dommage que les questionnaires concernant les rendements définitifs des cultures en Diéri, qui devraient être actuellement disponibles, ne soient pas encore exploités car il aurait été possible de refaire des prévisions de récoltes beaucoup plus fiables (seules les données sur les cultures de bas-fond et les cultures en walo étant encore prévisionnelles).

La mission recommande d'attendre les résultats définitifs de l'enquête agricole annuelle pour analyser sérieusement la (ou les) cause(s) des écarts constatés entre les résultats prévisionnels établis à partir des données de l'enquête et ceux annoncés par la mission interministérielle.

Elle recommande également d'accélérer les procédures de traitement des questionnaires afin de pouvoir éventuellement faire de nouvelles prévisions de récoltes dès que les données définitives concernant les cultures en diéri sont disponibles.

L'estimation des résultats définitifs

Les résultats définitifs proviennent tous de l'enquête. Ils sont attendus pour Avril-Mai 1997. La méthode d'estimation est correcte.

4) Traitements

Le traitement des données de l'Enquête agricole annuelle est réalisé sur micro-ordinateurs avec DBASE IV.

La chaîne de traitement a été revue entièrement avec l'appui des experts du projet « informations rurales » de la FAO. Les programmes ont été écrits en DBASE IV.

- Saisie

On utilise un programme de saisie/apurement avec masques de saisie. Ce programme est bien documenté. Tous les questionnaires retournés au Service seront saisies.

L'enquête 1995/1996 s'est déroulée dans de très mauvaises conditions. Il est difficile de savoir le taux d'exécution de l'enquête et le nombre de questionnaires qui ont été saisis. En fait, il faut considérer cette enquête comme non-exploitable.

L'enquête 1996/1997 est en cours et il est normal que les questionnaires ne soient pas encore tous rentrés. Nous n'avons pu obtenir d'évaluation du taux d'exécution. Ceci dénote un manque de rigueur dans la gestion de l'enquête. (Voir plus haut)

- Exhaustivité des enregistrements par rapport à la collecte

Toujours pour la même raison, il n'est pas possible de savoir combien de questionnaires sont revenus à Nouakchott ni combien sont disponibles auprès des contrôleurs.

- Etat des fichiers

L'archivage de données des enquêtes antérieures à 1995 n'a pas été assuré.

- Calculs de précision

La DSAA n'a jamais calculé de coefficients de variation. L'enquête 95/96 n'ayant été que partiellement réalisée. Les calculs de coefficient de variation effectués par la mission d'évaluation d'août 1996 sont incomplets. Les programmes existent cependant et devraient être appliqués sur les données de l'enquête 96/97.

Il est donc pour l'instant difficile de se prononcer sur la fiabilité des résultats au point de vue purement statistique.

5) Publications

La Division des Statistiques Agricoles et animales publie normalement chaque année:

- un Rapport annuel, en octobre, sur les prévisions de récoltes et le bilan céréalier pour l'évaluation de la campagne agricole par la mission CILSS/FAO
- un Rapport annuel sur les résultats définitifs de l'enquête avec les superficies, les rendements et les productions des différentes cultures pluviales - Sorgho, Mil, Maïs, Niébé et Pastèque.

Ces rapports sont diffusés en une centaine d'exemplaires.

Ces publications sont réalisées sur tableur et traitement de texte. Elles contiennent une analyse sur le déroulement de la campagne.

Il n'y a pas de Bulletin statistique et encore moins d'Annuaire statistique.

Il n'y a pas eu de rapport sur les résultats définitifs de la campagne 1995/1996, du moins personne n'a pu nous en montrer.

Le rapport sur les résultats prévisionnels de la campagne 1996/97 est prêt mais non publié pour les raisons exposées ci-avant.

Le rapport sur les résultats définitifs de la campagne 1996/97 est prévu pour Avril ou Mai 1997.

INTITULE	Résultats prévisionnels de la campagne agricole 1996/97		
DATE DE PUBLICATION	Décembre 1996 (non encore diffusé)		
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES	100		
RESPONSABLE DE PUBLICATION	Direction du Développement des Ressources Agro-pastorales (DRAP)		
COÛT DE PUBLICATION			
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Présentation de l'enquête	résumé méthodologique (7 pages)	bonne	
Résultats prévisionnels	commentaires (8 pages) tableaux (4 pages)	bonne	le bilan céréalier n'est pas inclus à ce rapport
Modèle des Questionnaires	(14 pages)		

Le rapport définitif de 1994/95 se présentait comme suit :

INTITULE	Résultats définitifs de la campagne agricole 1994/95		
DATE DE PUBLICATION	Juillet 1995 (dernier réalisé et diffusé)		
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES	100		
RESPONSABLE DE PUBLICATION	Direction du Développement des Ressources Agro-pastorales (DRAP)		
COÛT DE PUBLICATION			
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Rappel méthodologique	Commentaire succinct (3 pages)	moyenne	Publication assez légère
Généralités sur la campagne agricole	Commentaire (1 page) Graphiques (4 pages)	moyenne	
Résultats de la campagne	Commentaire (1 page) Graphiques (4 pages)	moyenne	
Programmation de la campagne prochaine			partie inutile qui n'a pas sa place ici
Annexes	tableaux	moyenne	

Il reste un gros effort à faire pour présenter correctement les résultats définitifs de la campagne 1996/97 et les diffuser.

Centrale d'information

L'agent de la centrale d'information nous a assuré disposer de données complètes pour la période 1986-1995. Le Service est en train de confectionner un annuaire rétrospectif sur la pluviométrie. Il est donc possible de produire un Annuaire rétrospectif complet de statistiques agricoles.

La mission recommande de mener à bien ce travail d'ici fin 1997.

6) Matériels acquis au titre de DIAPER III

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données système de sauvegarde)	Affectation (lieu, tâches)
1 micro 486	200 Mo	oui	non	SSP
1 micro 486 (en cours d'achat)	1 Go			centr. d'information
Couverture des besoins (matériel manquant)				

Autre matériel de bureau (DIAPER III)

Type	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1 imprimante		centr. d'information	en cours d'achat
Couverture des besoins			

Inventaire du matériel de terrain (DIAPER III)

Type	Nombre	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1. Engins à deux roues				
Bicyclettes				
Motocyclettes				
Motos	9		enquêteurs	
2. Matériel de collecte				
Boussoles	20		enquêteurs	
Jalons	20		enquêteurs	
Mètres rubans	20		enquêteurs	
Balances	20		enquêteurs	
Calculatrices	20		enquêteurs	
Couverture des besoins				

7) Documentation de l'enquête

Un document méthodologique a été fait par un consultant de la FAO dans le cadre de l'assistance du projet « Informations rurales ».

Les manuels d'enquêteurs, de saisie et de traitement informatique ont été élaborés dans le cadre de l'assistance du projet « Informations rurales » de la FAO.

Il n'y a pas de manuel du contrôleur.

La mission recommande de faire un manuel du contrôleur.

b) Le système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire effectue régulièrement depuis plusieurs années une enquête sur les prix des céréales. Ceci est dans ses attributions puisque le décret n° 80-92 signé par le Premier ministre stipule que le CSA a pour mission la « mise en place et l'exploitation d'un système central d'information sur les marchés céréaliers ».

Depuis 1995, le Service des Statistiques et des Prévisions de la DRAP veut faire une enquête pour relever les prix des céréales sur les marchés ruraux. Ces deux opérations pouvaient être complémentaires à condition que les deux Structures s'entendent sur la méthodologie, sur la répartition des tâches et sur les moyens à mettre en oeuvre.

Devant une double demande de financement pour 1997/98, la mission a cru devoir s'informer sur les possibilités des uns et des autres de mener à bien une enquête de ce type.

Malgré une concertation dans le cadre de la composante nationale en 1995, le Service des statistiques et prévisions a continué à soumettre au Projet DIAPER un devis-programme indépendant sans pour autant avoir les moyens humains de le réaliser.

Finalement il n'y a pas eu de financement DIAPER cette année.

Le CSA réalise sur ses propres crédits trois fois par mois une enquête sur 53 marchés urbains et semi-urbains (1 par département). Il relève les prix de 12 céréales.

1) Ressources humaines

Les agents qui participent à cette opération sont tous des agents du CSA payés sur le budget du CSA.

Le personnel est donc en place et pourrait être à nouveau motivé avec quelques moyens complémentaires de travail.

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps			
Enquêteurs à temps partiel magasiniers du CSA	53	53	Etat
Contrôleurs: Chefs des services régionaux du CSA	13	13	Etat
Superviseurs régionaux			
Superviseurs nationaux le responsable du SIM 1 Statisticien 1 informaticien	3	3	Etat
Agents de dépouillement/saisie	1	1	Etat
Informaticiens			
Autres			

2) Organisation de la collecte et traitement des données

Les fiches remplies par les enquêteurs sont remises aux contrôleurs qui les analysent et transmettent l'information par radio au service central en même temps que les informations sur les stocks de céréales détenus par le CSA. Cette information sur les prix est exploitée manuellement car l'ordinateur est en panne depuis Février 1996. Le CSA fait une note décadiaire à l'attention du Commissaire à la Sécurité Alimentaire dans laquelle les tendances sont analysées.

Les données sont transmises actuellement aux experts du Projet « informations rapides » de la FAO qui les exploitent informatiquement et publient une « lettre d'information mensuelle sur les prix ». La première phase de ce projet se termine en Avril 1997. S'il n'est pas reconduit immédiatement il risque de ne plus y avoir de diffusion des résultats de l'enquête.

Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés	urbains et semi-urbains	53	53
Produits concernés	Blé, farine (2 sortes), mil, maïs, riz (4 sortes), sorgho (3 sortes)		
Fréquence des enquêtes	tous les 10 jours		
Durée de l'enquête	annuelle		
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Archivage
Prix au détail			

Eventualité d'une intervention de DIAPER

Il a donc semblé à la mission qu'il était plus judicieux d'apporter un soutien pour relancer une opération existante mais en difficulté que de proposer un financement pour une nouvelle opération à réaliser par un service qui a déjà beaucoup de difficultés pour mener à bien ses travaux habituels.

Il est par ailleurs souhaitable que le Système d'information sur les marchés céréaliers soit géré par une seule Structure capable d'en analyser toutes les données, qu'il s'agisse de prix au producteur ou au consommateur.

Dernier argument non négligeable, le CSA, sur ses propres fonds, se dit capable d'apporter la contrepartie de 67% des frais de collecte.

La mission suggère donc que DIAPER apporte un soutien financier (primes, micro-ordinateur, moyens de diffusion) au CSA pour lui permettre de relancer efficacement son dispositif.

1.2.2. L'Animation locale

L'Animateur local, Ingénieur des travaux statistiques, précédemment chef de la DSAA, est assisté par une Secrétaire comptable. Il n'a plus de véhicule et doit dépendre du Ministère pour aller sur le terrain appuyer la Division des Statistiques Agricoles. Il est très gêné pour ses déplacements à Nouakchott.

Il semble qu'il ait pris au sérieux les critiques que les missions d'évaluation avaient formulées à son égard les années précédentes. A notre arrivée, nous avons pu disposer de plus de documents de travail que par le passé mais l'on devrait pouvoir compter sur une préparation encore plus efficace des documents nécessaires à une mission d'évaluation.

a) Rapport d'activité succinct jusqu'à décembre 1996

L'Animateur local assure la cogestion de DIAPER avec le représentant de l'Ordonnateur National (Cellule de Coordination F.E.D. au Ministère du Plan, Ordonnateur National).

Son appui technique à la DSAA s'est surtout manifesté à l'occasion de 3 missions sur le terrain en Juillet, Août et Octobre 1996.

Il participe davantage que par le passé aux réunions des instances concernées par les problèmes de la sécurité alimentaire et a pu nous montrer quelques comptes-rendus de ces réunions. Il y a donc un progrès certain.

b) Relations de travail et collaboration avec les autres organismes impliqués dans l'appui aux systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire

En 1996, l'animateur local a mieux joué son rôle de coordonnateur entre les différentes structures de la Composante Nationale. En tant que secrétaire de la composante nationale, il a organisé 2 réunions de la composante nationale (en Mai et en Décembre 1996).

1.3. Gestion du Devis-Programme 1996/1997

1.3.1. Mise en place des fonds F.E.D. et des 40,4 % de contrepartie nationale du D.P. 96/97

Deux millions d'UM ont été disponibles sur le budget d'investissement de l'Etat. Ils ont été intégralement utilisés. Ces 2 millions représentent 38,5 % des frais de collecte du devis-programme 1996/97.

Les fonds de l'Etat et de DIAPER n'ont été mis en place qu'en Août, ce qui a retardé le démarrage de l'enquête.

1.3.2. Niveau d'exécution du Budget au 15/01/1997

Au 1^{er} Janvier, le niveau d'exécution du budget est globalement de 35,3 % soit:

- 29,0 % pour l'enquête agricole
- 50,1 % pour l'Animation locale

ETAT D'EXECUTION du DEVIS PROGRAMME 1996/1997

Fiche récapitulative

AU 15/01/1997

UM

PAYS : MAURITANIE

Désignation	PRÉVISIONS			DÉPENSE			TAUX D'EXECUTION (%)		
	FED	ETAT	TOTAL	FED	ETAT	TOTAL	FED	ETAT	TOTAL
I, ENQUÊTE AGRICOLE									
1,1 Opération de collecte	3,219,978	2,000,000	5,219,978	949,450	1,996,361	2,945,811	29.49	99.82	56.43
1,2 Équipement	4,932,677		4,932,677	0	0	0	0.00	0.00	0.00
total enquête agricole	8,152,655	2,000,000	10,152,655	949,450	1,996,361	2,945,811	11.65	99.82	29.02
II, SIM CÉRÉALE									
2,1 Opération de collecte									
2,2 Équipement									
total SIM céréales									
IV ANIMATION LOCALE									
4,1 Personnel	960,612	960,612	362,088	362,088	37,69	37,69			
4,2 Fonctionnement	1,792,717	1,792,717	912,590	912,590	50.91	50.91			
4,3 Diffusion des résultats	1,591,226	1,591,226	899,841	899,841	56.55	56.55			
total Animation locale	4,344,555	4,344,555	2,174,519	2,174,519	50.05	50.05			
TOTAL GENERAL	12,497,210	2,000,000	14,497,210	3,123,969	1,996,361	5,120,330	25.00	99.82	35.32

ETAT D'EXECUTION du DEVIS PROGRAMME 1996/1997
 OPERATION : Enquête agricole
 AU 15 /01/1997

PAYS MAURITANIE

UM

Désignation	PRÉVISIONS			DÉPENSE			SOLDE		
	FED	ETAT	TOTAL	FED	ETAT	TOTAL	FED	ETAT	TOTAL
I. OPERATION DE COLLECTE									
3,219,978	2,000,000	5,219,978	949,450	1,996,361	2,945,811	2,270,528	3,639	2,274,167	
1.1 frais de personnel	1,697,280		1,697,280	224,740		224,740	1,472,540	0	1,472,540
1.2 perdiem	489,600		489,600	127,780		127,780	361,820	0	361,820
1.3 carburant	454,736	678,639	1,133,375	255,000	675,000	930,000	199,736	3,639	203,375
1.4 entretien matériel	28,534	606,149	634,683	812	606,149	606,961	27,722	0	27,722
1.5 publication des résultats		501,708		501,708		501,708	0	0	0
1.6 fourniture centrale d'information	113,504		113,504	113,504		113,504	0	0	0
1.7 recyclage agents de collecte	549,828	100,000	649,828	341,118	100,000	441,118	208,710	0	208,710
II. EQUIPEMENT									
	4,932,677	0	4,932,677	0	0	0	4,932,677	0	4,932,677
engin à deux roues	4,932,677		4,932,677	0		0	4,932,677	0	4,932,677
matériel informatique							0	0	0
TOTAL	8,152,655	2,000,000	10,152,655	949,450	1,996,361	2,945,811	7,203,205	3,639	7,206,844

OPERATION : Animation locale

ETAT D'EXECUTION du DEVIS PROGRAMME 1996/1997

AU 15/01/1997

UM

PAYS MAURITANIE		ENGAGEMENTS			SOLDE		Taux d'exécution (en %)
Désignation	PRÉVISION (DP 96/97)	Dépenses faites	Engagements non payés	TOTAL	(Budget - Engagements)		
Frais de personnel							
Rémunérations 5Y.C. charge sociales)	818,832	275,674		275,674	543,158	0	33.67
Charges sociales				0	0		
Assurances santé (s-compt.)		141,780	86,414	86,414	55,366		60.95
TOTAL frais de personnel	960,612	362,088		362,088	598,524		37.69
Fonctionnement							
Carburant	501,307	240,000		240,000	261,307		47.87
Perdiem		244,800	97,920	97,920	146,880		40.00
Fournitures de bureau		235,444	161,500	161,500	73,944		68.59
Frais de communication		316,761	110,170	110,170	206,591		34.78
Entretien véhicule		392,405	303,000	303,000	89,405		77.22
Entretien matériel de bureau		102,000			0.00		
TOTAL fonctionnement	1,792,717	912,590	0	912,590	880,127		50.91
Diffusion des résultats							
Equipement						0	
TOTAL Animation locale	4,344,555	1,297,019	877,500	2,174,519	2,170,036		50.05

1.4. Mise en oeuvre des conditionalités

1.4.1. Comité de Sécurité Alimentaire

Le Comité de Programmation Alimentaire, qui existe depuis 1989, joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire. C'est un comité interministériel présidé par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement dont le secrétariat est assuré par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Il se réunit une fois l'an en fin de campagne pour examiner les bilans céréaliers et mettre en oeuvre la politique alimentaire du gouvernement. Il vient de se réunir en début janvier.

Un « Groupe technique consultatif du Comité de programmation alimentaire » se réunit deux fois l'an, en Octobre et en Juin, pour analyser les informations disponibles concernant la situation alimentaire et faire les bilans céréaliers prévisionnels et ex-post qui doivent être présentés au Comité de Programmation Alimentaire.

Cette année, les résultats sur les prévisions de récolte 1996/97 étaient disponibles en Octobre 1996 comme prévu. Faute d'acceptation de la part des autorités ils n'ont pu être publiés.

Une mission pluridisciplinaire comprenant des cadres nationaux et des représentants des donneurs dont la PAM a été dépêchée sur le terrain pour une réévaluation de la campagne agricole. Le rapport de cette mission a été approuvé en fin décembre par le Groupe consultatif du Comité de Programmation Alimentaire. Le Comité de Programmation Alimentaire qui joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire devra l'examiner lors de sa prochaine réunion.

1.4.2. Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l'Etat à hauteur de 67 % dans le Devis-Programme 1997/1998

Le budget d'investissement a inscrit 2 millions d'UM pour 1997 (ce qui est égal à la dotation budgétaire de 1996). Il aurait dû inscrire au moins 4 Millions d'UM ne serait-ce que pour tenir compte du fait que la contrepartie de l'Etat passe de 40% en 1996 à 67% en 1997.

Il ressort du devis-programme prévisionnel que la contrepartie de 67 % des frais de collecte de la seule enquête agricole sera de 4,2 millions d'UM. Un montant complémentaire de 2.221.319 UM reste donc à trouver. Le Ministère estime pouvoir obtenir cette somme une fois le devis approuvé par le Comité directeur du Projet.

Pour le SIM céréale, le CSA a donné l'assurance que la contrepartie de 3.187.160 UM (67% de 4,8 millions d'UM) pourra être trouvée sur son budget.

La Délégation Européenne a écrit le 17 décembre 1996 au Ministère du Développement rural et de l'Environnement pour lui signaler que cette contrepartie de l'Etat serait insuffisante et qu'il y aurait des mesures à prendre pour trouver un complément à cette dotation.

1.6. FICHE D'INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III (Nombre)

Pays :

Désignation	DP 94/95		DP 95/96		DP 96/97		TOTAL ACQUIS	DESTINATION (1)			
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis		Enq. Agr.	SIMC	SIMB	Centr. inf
1. Engins à deux routes											
Bicyclettes											
Moto-cycles											
Motos											
2. Matériel de collecte											
Boussoles	20						20	20			
Jalons	20						20	20			
Calculatrices	20						20	20			
Balances	20						20	20			
Châssis/rubans	20						20	20			
3. Matériel informatique											
Micro-ordinateurs	1	1					1		1		
Imprimantes	1	1					1		1		
Onduleurs	1	1					1		1		
4. Matér. de reprographie											
Photocopieurs	1	1					1	1			
Duplicateurs											

(1) SIMC : Système d'Information sur les Marchés céréaliers

SIMB : Système d'Information sur les Marchés à bétail

Centr. inf : Centrale d'informations

An. Loc : Animation locale _

DIAPER III - Evaluation Programmation An IV

Mauritanie

Janvier 1997

Apparemment le MDRE attend que le Devis-programme soit arrêté par DIAPER pour relancer les Autorités financières et obtenir un complément de dotation.

► 1.5. Bonus-Malus

La mission a trouvé une situation meilleure cette année puisque le problème du paiement des enquêteurs a été réglé et que l'enquête s'effectue normalement. Des améliorations ont été apportées sur le plan méthodologique comme la refonte des questionnaires et de la chaîne de traitement par les experts du projet « informations rapides » de la FAO.

Il semble cependant que les agents du Service ne soient pas tout à fait d'accord pour appliquer toutes les instructions qui découlent de ces modifications. Or une méthodologie est un tout et il ne faudrait pas que l'on ne retienne que ce qui ne dérange pas trop les habitudes.

Il est apparu un manque de rigueur dans le suivi du déroulement de l'enquête. La Division des statistiques agricoles ne semble pas très bien savoir où en sont les opérations qui sont réalisées sur le terrain. Il ne faut pas s'en remettre aux seules missions de supervision pour gérer l'enquête mais il faut mettre en place tout un système de suivi par l'intermédiaire des contrôleurs. Le nouveau responsable du Service des Statistiques et Prévisions, conscient de cette faiblesse envisage des mesures pour remédier à cette carence.

Il faudrait qu'à l'avenir la mission trouve à son arrivée une information plus fiable et mieux préparée.

Il est indispensable enfin que l'Animateur local dynamise davantage la composante nationale et assure une meilleure coordination entre les Structures impliquées dans la recherche d'information sur la situation alimentaire. Il devrait d'autre part s'impliquer davantage dans les activités techniques.

II. Programmation des activités du Devis-Programme IV

Le système d'information sur la sécurité alimentaire est organisé autour :

- de l'enquête agricole annuelle conduite par le Service des Statistiques et Prévisions de la Direction du Développement et des Ressources Agro-pastorales (DRAP) du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE)
- du suivi agro-météorologique de la DRAP
- du suivi des marchés céréaliers urbains, des stocks privés, des importations et exportations de céréales assuré par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)

Ces dispositifs sont appuyés financièrement et techniquement par DIAPER et le projet FAO « d'informations rapides » dont la première phase prend fin en Avril 1997. Une deuxième phase est en cours de négociation .

Cette année, les résultats sur les prévisions de récolte 1996/97 étaient disponibles en Octobre 1996 comme prévu. Faute d'acceptation de la part des autorités ils n'ont pu être publiés.

Une mission pluridisciplinaire comprenant des cadres nationaux et des représentants des donateurs dont la PAM a été dépêchée sur le terrain pour une réévaluation de la campagne agricole. Le rapport de cette mission a été approuvé en fin décembre par le Groupe consultatif du Comité de Programmation Alimentaire. Le Comité de Programmation Alimentaire qui joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire devra l'examiner lors de sa prochaine réunion.

Le système d'information sur les marchés céréaliers ruraux que le Service des Statistiques Agricoles voulait mettre en place n'a pas fonctionné, son financement par DIAPER ayant été suspendu en 1996 suite aux difficultés que le Service a rencontrées avec ses enquêteurs.

Par contre celui du CSA a régulièrement produit des données sur les prix des céréales sur les marchés urbains et semi-urbains. Ces données ont servi à faire une note décadaire à usage interne et la lettre mensuelle d'information sur les prix des céréales publiée par le projet d'informations rurales.

Ce dispositif semble rodé et dispose d'un personnel d'enquête réparti sur les 53 départements du pays. Une révision de l'échantillon des marchés pour y inclure des marchés ruraux permettrait d'enrichir les publications et d'élargir le champ des utilisateurs.

Pour la campagne 1997/98 ce dispositif ne changera pas. DIAPER apportera en priorité son appui à l'enquête agricole et au système d'information sur les marchés céréaliers (SIM). Compte tenu de l'expérience du CSA en la matière et des moyens de fonctionnement dont il dispose déjà, il est proposé d'appuyer le SIM à travers cette Institution . Celle-ci prendrait alors en compte les préoccupations du Service des Statistiques Agricoles en matière de prix aux producteurs.

Ces deux opérations ainsi que le moyens financiers nécessaires sont décrites ci-après. Les programmes d'activité de l'Animation locale et son budget sont également présentés.

2.1. Les enquêtes

2.1.1. L'enquête agricole annuelle :

a) Objectifs et méthodologie

L'enquête est réalisée chaque année par la Division des Statistiques Agricoles et Animales (DSAA) du Service des Statistiques et Prévisions (SSP) de la DRAP (MDRE).

Son objectif principal est la prévision des récoltes en Octobre et l'estimation de la production agricole en Avril.

Des données de structure sur les exploitations agricoles (utilisation des intrants, cheptel attaché aux exploitations) sont également recueillies.

C'est une enquête par sondage à deux degrés avec pour unités primaires les villages et pour unités secondaires les exploitations agricoles. L'échantillon compte 257 villages et 2520 exploitations. Cet échantillon est inchangé depuis 1988.

b) Améliorations pour 1997/98

Pour la campagne 1997/98, l'enquête ne connaîtra pas de modification. Une amélioration des résultats sera recherchée au travers des actions suivantes :

- renouvellement de l'échantillon au 2^o degré par le dénombrement des exploitations des villages de l'échantillon et le tirage d'un nouvel échantillon d'exploitations
- exploitation du questionnaire opinion des producteurs pour les prévisions de récoltes
- contrôle effectif de la collecte sur le terrain
- formation des enquêteurs (formation théorique et pratique)

Le calendrier de publication des résultats reste maintenu.

c) Moyens à mettre en oeuvre

Le personnel d'enquête comprend 4 superviseurs, 10 contrôleurs et 24 enquêteurs. Ceux-ci seront appuyés sur le terrain par 24 enquêteurs-observateurs pour la récolte des carrés de rendement. Au niveau central, un informaticien et 3 agents de saisie seront mis à contribution.

Il n'est pas prévu d'achat de nouvel équipement.

Le budget de l'enquête est présenté à la fin de cette seconde partie.

2.1.2. Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

a) Méthodologie

Le SIM qu'exécute le Commissariat à la Sécurité Alimentaire s'intéresse aux marchés urbains et semi-urbains.

Les relevés de prix de 12 produits sont faits tous les 10 jours sur 53 marchés et auprès de 5 commerçants par marché (2 demi-grossistes et 3 détaillants).

Après un premier traitement au niveau régional, les données sont communiquées par radio tous les 10 jours au niveau central qui produit une synthèse nationale. Une note décadaire est rédigée à usage interne du CSA. Les données sont ensuite utilisées pour la lettre mensuelle d'information sur la situation alimentaire que diffuse le projet « informations rurales ».

Le SIM produit également des informations sur les stocks du CSA et de la Société Nationale d'Importations et d'exportations (SONIMEX) et envisage de réaliser très prochainement une enquête sur les stocks privés des commerçants.

Ces informations sont utilisées pour le bilan céréalier dont l'élaboration et le suivi incombe au CSA.

b) Améliorations pour 1997/98

Pour la campagne 1997/98 les améliorations suivantes devraient être apportées à l'enquête:

- révision de l'échantillon des marchés pour prendre en compte les marchés ruraux qui sont des marchés de collecte et d'approvisionnement pour les petits agriculteurs. Cette opération ne devrait pas entraîner nécessairement un accroissement du nombre de marchés qui paraît déjà important.

Une analyse sur la variation des prix entre les marchés d'une même région permettrait d'éliminer certains marchés urbains ou semi-urbains aux profit des principaux marchés ruraux notamment les marchés frontaliers.

- évaluation de manière qualitative (abondance, pénurie, etc...) de l'offre des produits sur les marchés.
- amélioration des publications et de la diffusion à travers:
 - * la production et la diffusion (radio et journaux) de la note décadaire sur les prix
 - * la publication d'un bulletin mensuel du SIM;

c) Moyens à mettre en oeuvre

Le personnel chargé de l'opération est constitué de 3 cadres au niveau central (1 agro-économiste, 1 informaticien et 1 statisticien) et d'un agent de saisie. Le personnel d'enquête comprend 13 contrôleurs (chefs des services régionaux du CSA) et 53 enquêteurs (magasiniers du CSA).

Les moyens logistiques (véhicules) sont déjà disponibles au CSA et seront utilisés pour l'opération. Enfin l'équipe dispose d'un vieil ordinateur actuellement en panne. Son remplacement est prévu dans le présent devis dont les détails figurent à la fin de cette seconde partie.

2.2. Animation locale:

Afin de permettre une participation plus efficace de l'animation locale aux activités techniques, il est suggéré son rattachement à une Direction technique du Ministère, en l'occurrence la DRAP responsable des statistiques agricoles et de la centrale d'information. Ce rattachement avait déjà été demandé en Avril 1996 par l'ordonnateur régional délégué du projet DIAPER.

Son programme d'activité pour 1997/98 portera sur les points suivants :

a) enquête agricole

- appui au renouvellement de l'échantillon du 2^o degré
- sensibilisation des responsables régionaux sur le suivi et le contrôle de la collecte
- appui à l'organisation et au suivi du déroulement de l'enquête (mise en place des moyens, respect du calendrier de collecte, procédure de transmission des questionnaires, saisie et traitement des données)
- appui à la préparation des publications et à leur diffusion

b) SIM céréales

- appui à la révision de l'échantillon des marchés
- appui à la diffusion des prix sur les marchés (bulletin mensuel en particulier).

c) centrale d'information

- suivi de la mise à jour de la centrale
- appui à la préparation et à la diffusion de l'annuaire des statistiques agro-pastorales.

d) animation et coordination

- poursuite des activités d'animation de la composante nationale et de gestion des devis-programmes en accord avec les responsables d'enquête
- coordination des activités du projet avec l'équipe centrale d'animation.

Un rapport trimestriel d'activité comprenant le niveau d'exécution des devis-programmes sera transmis à l'ECA au plus tard un mois après la fin de chaque trimestre.

2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte:

Les frais de collecte pour les deux enquêtes proposées au financement de DIAPER sont évalués à 11.057.431 UM (soit 61.230 ECU) dont 6.300.476 UM pour l'enquête agricole et 4.756.955 UM pour le SIM céréales. (1 ECU = 180,588 UM au 30/11/96)

La participation de l'Etat pour la prise en charge de 67% des frais de collecte est évaluée à 7.408.479 UM.

Pour la réalisation de l'enquête agricole une inscription de 2.000.000 UM est déjà faite sur le budget d'investissement. Un montant complémentaire de 2.221.319 UM reste à trouver. Le Ministère estime pouvoir obtenir cette somme une fois le devis approuvé par le Comité Directeur du Projet.

Pour le SIM céréale, le CSA a donné l'assurance que la contrepartie de 3.187.160 UM pourra être trouvée sur son budget.

2.4. Budgets prévisionnels:

Le budget prévisionnel global pour les enquêtes et le fonctionnement de l'Animation locale, la diffusion et la gestion de la centrale d'information se monte à 16.659.858 UM soit 92.253 ECU. (1 ECU = 180,588 UM au 30/11/96).

Il est réparti conformément au tableau ci-dessous. Les budgets prévisionnels détaillés sont donnés en annexe de ce rapport.

Devis programme 1997-1998

En UM

	Opérations de Collecte	Equipement	Fonctionnement	Total
ENQUETE AGRICOLE	6 300 476			6 300 476
SIM CEREALES	4 756 955	750 000		5 506 955
ANIMATION LOCALE			4 852 427	4 852 427
TOTAL	11 057 431	750 000	4 852 427	16 659 858

Devis programme 1997-1998

En ECU

	Opérations de Collecte	Equipement	Fonctionnement	Total
ENQUETE AGRICOLE	34 889			34 889
SIM CEREALES	26 341	4 153		30 494
ANIMATION LOCALE			26 870	26 870
TOTAL	61 230	4 153	26 870	92 253

1 ECU = 180,588 UM au 30/11/96

Annexes

Annexe 1 : Budget prévisionnels 1997/1998

- Budget de l'enquête agricole annuelle
- Budget du Système d'information sur les marchés céréaliers
- Budget de l'animation locale

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

DEVIS PROGRAMME 1997/1998

ENQUETE AGRICOLE

1 ECU = 180.588 UM

Désignation	Nombre	Coût unitaire UM	Coût total	
			UM	ECU
1 OPERATIONS DE COLLECTE				
<i>1.1 FRAIS DE PERSONNEL</i>			3,245,889	17,974
<i>1.1.1 indemnités</i>			2,292,384	12,694
superviseurs nationaux (4*10 mois*45 ECU/mois)	40	8,126	325,058	1,800
contrôleurs (10*10 mois *34 ECU/mois)	100	6,140	613,999	3,400
enquêteurs (24*10 mois *20 ECU/mois)	240	3,612	866,822	4,800
agents de saisie (3*3 mois *26 ECU/mois)	9	4,695	42,258	234
informaticien (1*12 mois*45 ECU)	12	8,126	97,518	540
enquêteurs-observateurs (24*4 mois* 20 ECU)	96	3,612	346,729	1,920
<i>1.1.2 frais de mission</i>			953,505	5,280
perdiem superviseurs (5 missions*20 j *17 ECU/j)	100	3,070	307,000	1,700
perdiem chauffeur (5 missions*20j*7 ECU/j)	100	1,264	126,412	700
<i>Mise à jour échantillon des exploitations</i>				
perdiem superviseurs (4 missions*30 j *17 ECU/j)	120	3,070	368,400	2,040
perdiem chauffeur (4 missions*30j*7 ECU/j)	120	1,264	151,694	840
<i>1.2 CARBURANT</i>			1,272,000	7,044
<i>1.2.1 supervision nationale (5 missions *3000 kms* 0,21)</i>	3000	80	240,000	1,329
<i>1.2.2 contrôleurs régionaux (10*5 missions* 400 km. *0,21)</i>	4000	80	320,000	1,772
<i>1.2.3 enquêteurs (24* 10 l/mois *10 mois)</i>	2400	130	312,000	1,728
<i>1.2.4 mise à jour échantillon (25000 kms* 0,2 l)</i>	5000	80	400,000	2,215
<i>1.3 ENTRETIEN MATERIEL</i>			810,000	4,485
<i>1.4.1 Véhicule (entretien et assurance)</i>			410,000	2,270
<i>1.4.2 motos (16 DIAPER entretien et assurance)</i>			300,000	1,661
<i>1.4.3 photocopieuse</i>			100,000	554
<i>1.4 REPRODUCTION DES QUESTIONNAIRES</i>			500,000	2,769
<i>1.5 FORMATION RECYCLAGE</i>			472,587	2,617
Formateurs (2*2centres*5j*17 ECU/j)	20	3,070	61,400	340
Enquêteurs (24*5j*13 ECU/j)	120	2,348	281,717	1,560
Fournitures			41,470	230
Transport enquêteurs (24*2000 UM)	24	2000	48,000	266
Transport formateurs			40,000	221
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			6,300,476	34,889
TOTAL ENQUETE AGRICOLE			6,300,476	34,889

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

DEVIS PROGRAMME 1997/1998

SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES CEREAUERS

1 ECU = 180.588 UM

DESIGNATION	NOMBRE	COUT UNITAIRE	COUT TOTAL	
			UM	ECU
1 OPERATION DE COLLECTE				
1.1 FRAIS DE PERSONNEL			1,989,357	11,016
<i>1.1.1 indemnités</i>			1,729,311	9,576
superviseurs nationaux (3*12 mois*30 ECU/mois)	36	5,418	195,035	1,080
contrôleurs (13*12 mois *17 ECU/mois)	156	3,070	478,919	2,652
enquêteurs (53*3j/mois *12 mois*3 ECU/j)	1908	542	1,033,686	5,724
agents de saisie (1*12 mois *10 ECU/mois)	12	1,806	21,671	120
<i>1.1.2 frais de mission</i>			260,047	1,440
perdiem superviseurs (4 missions*15 j*17 ECU/j)	60	3,070	184,200	1,020
perdiem chauffeur (4 missions*15j*7 ECU/j)	60	1,264	75,847	420
1.2 CARBURANT			1,072,600	5,939
<i>1.2.1 supervision nat. (4 mis. *2500 kms* 0,2l)</i>	2000	80	160,000	886
<i>1.2.2 contrôleurs rég. (13*6 mis.* 400 km *0.2 l)</i>	6240	80	499,200	2,764
<i>1.2.3 enquêteurs 53* 5 l/mois *12 mois)</i>	3180	130	413,400	2,289
1.3 ENTRETIEN MATERIEL			300,000	1,661
<i>1.4.1 Véhicule (entretien et assurance)</i>			200,000	1,107
<i>1.4.2 Entretien mat. inform. et photocopieuse</i>			100,000	554
1.4 REPRODUCTION DES QUESTIONNAIRES			350,000	1,938
1.5 DIFFUSION			120,000	664
1.6 FORMATION RECYCLAGE			924,998	5,122
Formateurs (3*3centres*4j*17 ECU/j)	36	3,070	110,520	612
Enquêteurs et contrôleurs (66*4j*13 ECU/j)	264	2,348	619,778	3,432
Transport enquêteurs et contrôleurs (66*1200 UM)	66	1200	79,200	439
Transport formateurs (2*2000kms*0,2l)	800	80	64,000	354
Fournitures			51,500	285
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			4,756,955	26,341
2 EQUIPEMENT				
1 micro-ordinateur + 1 Imprimante + 1 onduleur			750,000	4,153
TOTAL EQUIPEMENT			750,000	4,153
TOTAL S.I.M. CEREALES			5,506,955	30,495

DEVIS PROGRAMME 1997/1998

ANIMATION NATIONALE

1 ECU = 180.588 UM

Désignation	Nombre	Coût unitaire UM	Coût total	
			UM	ECU
1. FRAIS PERSONNELS			1,013,842	5,614
<i>1.1 Rémunérations</i>			<i>779,808</i>	<i>4,318</i>
1.1.1 Animateur National (indemnités)	12	30,224	362,688	2,008
1.1.2 Secrétaire-comptable (salaire)	12	34,760	417,120	2,310
<i>1.2 Charges Sociales (20%)</i>	12	6,952	<i>83,424</i>	<i>462</i>
<i>1.3 Assurance Santé (A/L et SC)</i>	2	75,305	<i>150,610</i>	<i>834</i>
2. FONCTIONNEMENT			1,849,784	10,243
<i>2.1 Entretien véhicule</i>			<i>412,138</i>	<i>2,282</i>
2.2 Carburant coordination (1150 l)	1,150	105	<i>120,750</i>	<i>669</i>
2.3 Carburant missions (6 missions * 2500 kms * 0,2 l)	3,000		<i>315,000</i>	<i>1,744</i>
<i>2.4 Perdiem</i>			<i>260,047</i>	<i>1,440</i>
frais de mission Animateur (60/j* 17 ECU)	60	3,070	184,200	1,020
frais de mission chauffeur (60/j*7 ECU)	60	1,264	75,847	420
<i>2.5 Fournitures de Bureau</i>			<i>247,283</i>	<i>1,369</i>
<i>2.6 Frais de Télép., Fax</i>			<i>329,711</i>	<i>1,826</i>
<i>2.7 Entretien matériel de bureau</i>			<i>164,855</i>	<i>913</i>
3. IMPRESSION ET DIFFUSION			1,805,850	10,000
4. CENTRALE d'INFORMATION			182,951	1,013
- carburant (10 L/mois* 12)	120	105	12,600	70
- fournitures			137,380	761
- entretien (matériel et mobylette)			32,971	183
TOTAL ANIMATION NATIONALE			4,852,427	26,870

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Messieurs :

ZEINI OULD SIDI MOHAMED	Animateur local DIAPER III
Ely Ould AHMEDOU	Directeur du Développement des Ressources Agro-pastorales (DRAP)
GANDEGA Yéli	Chef du Service des Statistiques et Prévisions (DRAP)
TOURAD OULD MOUKHYAR	Chef de la Division des Statistiques Agricoles et Animales (DSAA)
BABAH OULD SIDI NA	Chef de bureau des statistiques agricoles (DSAA)
SIDATY OULD TAR	Commissaire adjoint du CSA
MAHMOUD Mohamed	Responsable de l'enquête SIM au CSA
TRUTAT Claude	<i>Conseiller technique au Ministère du Plan</i>
DENDURA Jérôme	<i>Assistant du Conseiller en Développement rural Délégation CEE</i>